

**Nations unies - Évènement sur
«L'autonomisation des femmes à
travers l'agriculture et la résilience
au changement climatique» -
Intervention de la représentante
permanente adjointe de la France
auprès des Nations unies
(New York, 20 octobre 2017)**

Monsieur le Sous-Secrétaire général,

Madame la Conseillère régionale,

Monsieur le Directeur exécutif,

Monsieur l'Ambassadeur,

Chers Collègues,

Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureuse d'être parmi vous pour discuter aujourd'hui d'une question qui est à la croisée de trois thématiques clés et prioritaires pour la France : le Sahel, les femmes et le climat.

L'ambassadeur Delattre aurait beaucoup voulu être là mais précisément parce que le Sahel est une priorité pour nous, il conduit en ce moment-même, avec l'Italie et l'Éthiopie, une mission du conseil de sécurité au Mali, au Burkina Faso et en Mauritanie pour précisément essayer de mobiliser les efforts et de concentrer l'attention sur la mise en place de la force G5 Sahel, mais également la mise en oeuvre de l'Alliance pour le Sahel, qui est un projet qui nous tient beaucoup à coeur et que nous avons lancé avec l'Allemagne.

La situation dans le Sahel constitue l'une des premières priorités de notre présidence du conseil de sécurité pour ce mois d'octobre. Les actions des terroristes menacent la stabilité des pays de cette région, mais elles ont également des incidences plus larges sur la sécurité de nombreux autres pays, en Afrique et au-delà. C'est la raison pour laquelle la mobilisation de la communauté internationale dans son ensemble en soutien aux efforts des pays de la région, et c'est cela qu'il faut mettre en avant et souligner, est essentielle.

Notre conviction, pour la France, demeure que la communauté internationale a une responsabilité à la fois morale et politique d'apporter son appui aux États africains qui s'unissent à l'échelle régionale, et c'est suffisamment nouveau à cette échelle pour être là aussi particulièrement salué, pour lutter contre le terrorisme et pour assurer le bien-être de leurs populations, en déployant des moyens qui sont complémentaires à ceux des opérations de maintien de la paix qui ont déjà été mises en place par le conseil de sécurité. Dans cet esprit, nous concevons le soutien des Nations unies à la Force conjointe du G5 comme un point essentiel pour compléter, et non pas se substituer, l'action de la MINUSMA. Ce sera d'ailleurs l'objet des discussions que tiendront les membres du conseil de sécurité autour M. Jean-Yves Le Drian, notre ministre de l'Europe et des affaires étrangères qui sera à New York le 30 octobre prochain.

Du point de vue de la France, point de vue largement partagé par nos partenaires, la solution à la menace de la violence terroriste ne peut pas passer par une approche purement sécuritaire. Elle appelle une réponse politique et un effort soutenu et accru en matière de développement. C'est tout le sens de l'Alliance pour le Sahel. Il s'agit d'une coalition inédite d'acteurs du développement que la France a lancée le 13 juillet dernier aux côtés de l'Allemagne et de l'Union européenne, et qui constitue le pendant «développement» de l'action menée par la force conjointe sur un périmètre géographique qui recouvre l'ensemble du territoire sahélien.

Cette plateforme de l'Alliance pour le Sahel, que nous espérons opérationnelle d'ici à la fin de l'année, aura pour but de coordonner les actions de bailleurs de fonds au Sahel dans les cinq secteurs clés de 1) l'éducation et la formation ; 2) l'agriculture et la sécurité alimentaire ; 3) le climat et les énergies vertes ; 4) la justice et la bonne gouvernance et 5) les services de base.

Cette Alliance fédère aujourd'hui la France, l'Allemagne, l'Union européenne, la Banque mondiale, la Banque Africaine de Développement et le PNUD. Et ils auront pour objectif de mutualiser et de coordonner leurs stratégies pour davantage d'efficacité sur le terrain. L'objectif est d'améliorer dans les cinq prochaines années les conditions de vie des populations dans cette zone sous tension, en particulier dans les zones les plus vulnérables.

Le Sahel n'est pas seulement une région sous contrainte mais que c'est aussi une région prometteuse et une terre d'avenir. On peut lancer une nouvelle dynamique. Pour cela, il faut s'atteler aux vulnérabilités les plus criantes, et parmi elles l'insécurité alimentaire, qui est liée à la dégradation des terres, elle-même aggravée par le réchauffement climatique. L'impact du changement climatique sur les ressources en eau disponibles pour la production agricole accentue également les conflits autour du contrôle de ces ressources naturelles et donc la vulnérabilité de la région. Dans ce cadre, il est essentiel de renforcer la résilience des populations les plus pauvres et de soutenir l'adaptation des pays les plus vulnérables au changement climatique. Les femmes et les filles sont particulièrement touchées. Elles sont aussi trop souvent écartées de la prise de décision pour l'accès aux ressources naturelles et leur gestion durable.

Le cinquième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) établit clairement que les inégalités de genre existantes sont accrues par les risques liés au climat. Le dérèglement climatique agit, en effet, comme un multiplicateur de contraintes quotidiennes pour les femmes, qui passent 40 millions d'heures par an, selon les experts, à aller

chercher de l'eau ou du bois. Dans de nombreuses régions, c'est à elles qu'incombe la tâche de fournir vivres, eau et combustible à leur famille. Par ailleurs, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture a montré que si les femmes avaient le même accès que les hommes aux ressources productives, elles augmenteraient leur production agricole de 20% à 30 % et permettraient de nourrir 150 millions de personnes supplémentaires.

L'Accord de Paris sur le climat, qui pour la première fois met la question de l'adaptation au même rang que celle de la réduction des émissions, constitue notre feuille de route. Aux côtés de l'Agenda 2030 sur les objectifs de développement durable, la mise en oeuvre de l'Accord de Paris est la grande affaire de notre génération. C'est la raison pour laquelle vous pouvez constater que la France se mobilise et se mobilisera sur l'Accord de Paris en lien avec les ODD. Nous sommes convaincus que la mise en oeuvre de l'Accord de Paris peut changer la donne au Sahel, comme ailleurs, si nous avançons avec détermination et collectivement.

Nous venons de célébrer dimanche dernier la journée internationale de la femme rurale. Nous savons que les femmes continuent d'être les premières victimes des situations de crise. L'accès des femmes et des filles en milieux ruraux à l'éducation et à la santé, à l'eau et aux services d'assainissement reste inférieur à celui des hommes.

Pourtant, les femmes sont les premiers vecteurs de développement. Leur participation et leur égal accès au marché du travail et aux processus de décision est un facteur direct de croissance économique. Les études sur la question sont unanimes : l'égal accès des femmes aux ressources productives sauverait 100 à 150 millions de personnes supplémentaires de la faim. En ce sens, il faut considérer tout le cycle : de l'éducation des filles et des femmes en milieu rural à leur transition vers l'emploi et la formation tout au long de leur vie, en garantissant toute leur vie leur protection contre les violences et les discriminations dont elles sont trop souvent les victimes.

Nous ne pouvons laisser les femmes, qui sont la moitié de l'humanité, hors de l'amélioration du destin de notre planète et dans le combat contre les effets du dérèglement climatique.

Les enjeux relatifs à l'autonomisation des femmes, à la lutte contre le dérèglement climatique et à l'agriculture sont des priorités de la France. Nous nous tenons, aujourd'hui plus que jamais, aux côtés des peuples du Sahel pour relever les défis de la région.

Je vous remercie./.